

**ARRÊTÉ DU MAIRE**  
**N°ST274RT2025**

**Objet : travaux de voirie**

**48-69 rue Général de Gaulle**

**Du 15 septembre 2025 au 19 septembre 2025 (Arrêté temporaire)**

Le Maire de BRIGNAIS,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n° 58 1216 et le décret n° 58 1217 du 15 décembre 1958 relatifs à la police de la circulation routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2025 N°PM017RP2025, concernant le stationnement réglementé à Brignais,

Vu la demande formulée par l'entreprise EUROVIA,

Considérant qu'en raison de travaux de voirie au droit du n°48 et du n°69 rue Général de Gaulle réalisés par l'entreprise EUROVIA pour le compte de la CCVG, la circulation est modifiée et le stationnement est interdit, il convient de réglementer la circulation et le stationnement,

- ARRÊTE-

**Article 1 : circulation et stationnement**

**Trottoir neutralisé au droit du chantier avec mise en place d'un dévoiement piétons**

**Stationnement interdit :**

- sur les emplacements de la rue Général de Gaulle : du n°75 rue Général de Gaulle jusqu'à l'intersection avec la rue des Rouliers (côté Ouest)
- sur la place de stationnement de la rue Général de Gaulle, à l'intersection avec le rue des Rouliers (côté Est)

**Article 2 : période**

Les travaux sont exécutés entre du 15 septembre 2025 au 19 septembre 2025.

**Article 3 : signalisation**

Le chantier est signalé de jour comme de nuit et la signalisation sera mise en place par l'entreprise, sous sa responsabilité. La sécurité des piétons et des automobilistes est assurée par l'entreprise. Le présent arrêté doit être affiché sur site, par l'entreprise.

L'entreprise s'engage à ne pas perturber la circulation des usagers hors des périodes de travaux effectives (la nuit, le week-end et les jours fériés). Toute dégradation qui pourrait être causée par l'occupation du domaine public sera à la charge du demandeur. Les lieux devront être remis en leur état initial.

**Article 4 : accès riverains et services**

L'accès riverains est maintenu. L'entreprise est tenue de veiller à maintenir l'accessibilité aux services de secours et de lutte contre l'incendie ainsi qu'aux services de police. Le service de ramassage des ordures ménagères est autorisé à passer. Dans l'hypothèse où ce passage est impossible, le pétitionnaire prendra contact avec le SITOM (04.72.31.90.72) pour l'organisation de la collecte.

**Article 5 : information réglementaire**

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux, dressés par les forces de l'ordre et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6 : utilisation des bornes de puisage**

L'utilisation des poteaux incendie est réservée à l'usage exclusif des services incendie. Toute autre utilisation est totalement interdite. Trois bornes de puisage sont situées en bordure de voirie et réservées, sans compteur, pour des travaux publics de Voirie Réseaux Divers.

**Article 7 : recours**

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de sa mise en ligne. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8 : ampliation**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Brignais, la Police municipale et tous les agents de la force publique chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté ; et au SDMIS, au SITOM, TRANSDEV, SUEZ.

Mise en ligne le :

18 SEP. 2025

Fait à Brignais, le 17 septembre 2025

Pour le Maire, Serge BÉRARD

Adjointe déléguée, Michèle EYMARD

